Avant-propos

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/445>

DOI : 10.4000/aspd.445

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2004

Pagination : 7-8

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

« Avant-propos », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 23-2 | 2004, mis en ligne le 08 mars 2010, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/445> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.445>

Avant-propos

Les ONG ont joué un rôle considérable en Suisse depuis le début de la coopération au développement. Des organisations missionnaires suisses étaient présentes dans certains pays du Sud au XIX^e siècle et des ONG menaient également des activités d'aide sociale en Suisse puis, à partir des années 1940, des activités d'aide à l'étranger.

La reconnaissance du rôle important de la société civile dans le domaine du développement a pris une nouvelle dimension dès le début des années 1990, lorsque les ONG ont commencé à participer aux grandes conférences internationales sur le développement social et le développement durable. Les ONG s'expriment depuis lors non pas seulement dans le cadre de forums parallèles, mais au sein même de ces conférences par la présence de leurs membres dans certaines délégations nationales. Les administrations publiques se réfèrent de plus en plus aux ONG, même si une partie de ces dernières estiment encore bien insuffisante leur participation au processus de consultation.

L'acte d'associer la société civile aux principaux défis internationaux est admis et agréé par les grandes organisations internationales ainsi que par la Confédération. C'est ainsi que les messages du Conseil fédéral demandant au Parlement de renouveler les crédits-cadre de la coopération au développement, le *Rapport sur la politique suisse des droits de l'homme* et les rapports sur les relations entre la Suisse et l'ONU prennent en compte le discours de la société civile. Ajoutons que, parallèlement à leurs activités traditionnelles – activités opérationnelles de gestion de projets et de programmes sur le terrain –, les ONG jouent un rôle principal d'informatrices et de révélatrices face à l'opinion publique lorsqu'elles dénoncent les incohérences des politiques des pays du Nord envers les pays en développement.

Mais, au-delà des discours sur l'importance de la société civile, les ONG sont-elles véritablement plus écoutées qu'auparavant? Exercent-elles une réelle influence sur les prises de position des pouvoirs publics? De quelle légitimité disposent-elles? Le dossier qui suit n'a d'autre ambition que d'essayer de répondre à ces quelques questions.

L'importance des ONG dans les questions Nord-Sud, l'élargissement des activités des ONG du Nord et la multiplication d'ONG dans certains pays du Sud coïncident aussi avec l'accélération de la libéralisation économique, de la mondialisation et de la remise en cause du rôle de l'Etat, et sont sans nul doute une conséquence des programmes d'ajustement structurel imposés par les institutions de Bretton Woods. Au sujet des ONG des pays du Sud, précisons que devant l'ampleur du champ d'investigation, lequel déborde largement le cadre d'un tel dossier, l'analyse se limite délibérément aux ONG de coopération des pays du Nord, sans aborder l'importance indéniable de l'explosion du nombre d'ONG dans les pays du Sud ni la question de l'efficacité des projets des ONG sur le terrain.

* * *

La première partie de ce dossier relève le flou qui entoure le concept et la définition d'«ONG», présente le panorama général du monde des ONG de politique de développement en Suisse et propose une typologie des organisations existantes. La question générale est de savoir quels sont les avantages – et les inconvénients – du transfert de l'aide privée par les ONG. Peter Niggli, de la Communauté de travail des œuvres d'entraide, et André Rothenbühler apportent des éléments de réponse face aux critiques sur la légitimité du travail des ONG. Yanik Marguerat, pour sa part, fait la synthèse d'une recherche menée sur le rôle particulier joué à Genève par les ONG travaillant autour des conférences internationales.

La deuxième partie du dossier se penche sur la place des ONG dans la coopération suisse au développement. Gérard Perroulaz, en se fondant essentiellement sur les données des enquêtes et des inventaires de l'aide au développement publique et privée qu'il a élaborés au cours des dix dernières années, examine les deux principales sources de financement des ONG suisses: d'une part, les fonds privés récoltés par les œuvres d'entraide sur le marché du don, d'autre part, le financement public. Il soulève la question délicate de l'indépendance des ONG face à leurs bailleurs de fonds publics et remarque que les ressources financières dont disposent les ONG, qu'elles soient d'origine privée ou publique, sont soumises à des conditions qui ne sont pas toujours compatibles entre elles. Christoph Stamm pose la question géographique de l'aide au développement des ONG et essaie de déceler la logique de cette répartition, qui semble dépendre beaucoup de la Suisse et très peu des pays bénéficiaires. Quant à Daniel Fino, il nous présente un type original de regroupement d'organisations non gouvernementales: les fédérations cantonales de coopération en Suisse romande et latine, dont l'utilité se manifeste notamment par les formes variées de soutien qu'elles apportent aux petites et moyennes associations ainsi que par leur rôle de «facilitatrices» dans la relation entre pouvoirs publics et ONG. Ariuscha Davatz, enfin, examine le rôle du label ZEWO accordé à des œuvres de bienfaisance dans le but d'atteindre une meilleure transparence sur le marché du don en Suisse.

La troisième partie du dossier aborde un thème central de l'aide des ONG, à savoir les rapports entre l'Etat et les ONG. L'article du conseiller fédéral Joseph Deiss et du directeur de la DDC, Walter Fust, rappelle que la politique de la DDC se dénote par un soutien important aux activités des ONG et que l'Etat joue un rôle complémentaire parallèlement au secteur privé dans la coopération au développement. L'interview de Walter Fust montre ensuite qu'en conséquence des changements intervenus dans le contexte international ces dernières années, les ONG subissent une concurrence plus vive face aux consultants et aux entreprises du secteur privé d'une part, et face aux ONG des pays du Sud d'autre part. Peter Niggli met en évidence les menaces de changement dans la politique de la DDC envers les ONG et essaie de déterminer quelle sera la répercussion d'une telle situation sur le travail des œuvres d'entraide suisses.

Le dossier se clôt par une bibliographie sélective des principales publications sur le rôle des ONG dans la coopération au développement.